Zeitschrift: Revue historique vaudoise
Herausgeber: Société vaudoise d'histoire et d'archéologie
Band: 71 (1963)
Heft: 1

Artikel: Eléments de formation des prix il y a cent ans
Autor: Lasserre, André
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-54336

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Eléments de formation des prix il y a cent ans

Il serait assez facile de connaître le mouvement des prix dans le canton de Vaud au XIXe siècle pour de nombreux articles d'alimentation. M. Pelet, dans son excellente contribution à *Deux cents ans de vie et d'histoire vaudoise,* l'a fait systématiquement pour les céréales, le pain, les viandes [1]. Il importerait évidemment de prolonger ses courbes au-delà de la première moitié du siècle, lorsque l'économie vaudoise s'ouvre vers l'extérieur, fait venir par chemin de fer des produits exotiques ou simplement moins chers que les produits indigènes. C'est, par exemple, probablement en 1859 qu'il y eut le premier arrivage de bœufs normands par voie ferrée et leur prix était encore moins cher de 3 centimes à la livre que le bœuf vaudois [2].

Si des statistiques de prix pourraient s'établir sans trop de difficultés, il va de soi que le mécanisme de leur formation se décélerait beaucoup plus difficilement, car les prix sont fonction de diverses variables dont le jeu nous échappe en grande partie. On comprend facilement que les boulangers aient pu vendre moins cher en adoptant des moyens mécaniques vers 1856 [3]. On comprend encore que depuis la construction des chemins de

---

[1] Dans cet ouvrage, paru à Lausanne en 1962 et consacré à la *Feuille d'Avis,* M. Pelet a rédigé le chapitre : « La *Feuille d'Avis de Lausanne* miroir de l'économie vaudoise, 1762 à 1850 ». Voir pages 199 sq. On trouverait aussi des séries de prix par an dans les comptes rendus de gestion du Conseil d'Etat concernant le coût de la journée de malade à l'Hôpital cantonal. Ces chiffres ont l'avantage de concerner plus que la nourriture, à savoir les remèdes, traitements des employés, blanchissage, etc.

[2] *Gazette de Lausanne,* 1er août 1859. Ces bêtes, au nombre de six, ne furent pas importées par un boucher, mais par la « Société de consommation », espèce de coopérative avant la lettre. Ce magasin, et d'autres similaires dans le canton, contribuèrent à baisser les prix ou à limiter les hausses.

[3] Voir *Gazette de Lausanne,* 20 et 27 décembre 1856, les articles sur la « Boulangerie du Tunnel » de Ogay, Hefti & Cie, qui comptaient assurer au maximum $^1/_5$ de l'approvisionnement en farine et en pain de Lausanne. Leur principe était en particulier la réunion de la meunerie et de la boulangerie en un seul bâtiment. Ils affirmaient pouvoir se contenter d'un bénéfice brut de 3 centimes par livre de pain au lieu de 5 centimes comme les autres boulangers. Voir aussi *Journal de la Société vaudoise d'utilité publique,* 1859, p. 82.

fer, le bois de chauffage (sans parler des houilles indigènes) n'ait plus réussi à assurer un gros revenu au producteur : à Villeneuve, transportés par train, dix quintaux de grosse houille de Saint-Etienne coûtent, en 1860, 14 fr. 50, équivalant en pouvoir calorifique à un moule de sapin coûtant un peu plus de 23 fr. (au lieu de 35 à 40 fr. auparavant) [1].

Mais comment expliquer que dans ces conditions le coût de la vie ait tellement monté ? Pourquoi l'année de malade à l'Hospice des Incurables a-t-elle passé de 1855 à 1860 et 1863, de 137 fr. 88 à 158 fr. 94, puis 164 fr. 81 ? [2] Qu'un loyer à la rue du Pont ait augmenté de 1844-51 à 1851-57, et 1867-70, successivement de 522 fr. anciens à 962 fr., puis 2400 fr. nouveaux ? [3] Comment expliquer que l'Etat ait dû accroître les traitements dans les années 1870 ? Certes pas par générosité, mais parce qu'en dix ans, le coût de la vie avait crû de 50 % (ou 40 % en ne comptant pas l'année 1871 à cause des circonstances exceptionnelles) [4]. Il faudrait évoquer évidemment, parmi les causes, l'augmentation de la population à Lausanne, qui fit monter fortement le prix des terrains [5], l'amélioration du niveau de vie [6], etc. Il faudrait

---

[1] *Nouvelliste vaudois*, 27 avril 1860. Ces chiffres ne concordent absolument pas avec ceux de M. Pelet pour Lausanne pour la période antérieure. Voir *op. cit.*, p. 137. Nous ne cherchons pas à expliquer cette différence. Au passage, mentionnons la crise subie dans ces années par les Salines de Bex à cause des chemins de fer, et dont le Grand Conseil se fit souvent l'écho.

[2] *Bulletin des séances du Grand Conseil du canton de Vaud*, 1864, t. 2, pièces annexes, pp. 886 sq. Nous ne savons pourquoi ces années ont été choisies de préférence à d'autres.

[3] *Journal des Tribunaux*, 1871, p. 543.

[4] *Bulletin des séances du Grand Conseil*, 1872, t. 2, annexe pp. XCI sq., chiffres tirés de statistiques fédérales. Voir aussi *Journal de statistique suisse*, 1873, pp. I sq. ; *Procès-verbaux... de la Société industrielle et commerciale*, 18 novembre 1872, etc. En 1875, le Conseil d'Etat comptait, d'après des études suisses, que le ménage vivant avec un revenu de 1000 fr. en 1840-1850 aurait besoin de 2000 fr. pour vivre sur le même pied (*Nouvelliste vaudois*, 9 novembre 1875, citant un Exposé des motifs).

[5] Voir *Journal de la Société vaudoise d'utilité publique*, 1864, p. 309 : intéressantes remarques sur les opérations immobilières résultant de l'établissement des chemins de fer.

[6] M. Pelet a déjà signalé la diminution dans la demande de méteil, remplacé par le froment dès 1854 (*op. cit.*, p. 193). Mentionnons aussi l'éclairage au gaz, l'eau à domicile, etc. Voici ce qu'écrit d'autre part Léon Walras à la fin d'une étude sur « L'influence de la communication des marchés sur la situation des populations agricoles » : « Les conditions de la consommation pour les populations vivant dans des centres agricoles en général, et pour les populations agricoles en particulier, sont demeurées sensiblement les mêmes [au cours du siècle] en ce sens qu'elles sont devenues, d'une part, plus difficiles sous le rapport du logement et de la nourriture et d'autre part plus faciles sous le rapport de l'entretien et de l'habillement. » *Journal de la Société vaudoise d'utilité publique*, 1874, p. 114 (passage souligné.)

replacer surtout les courbes de prix dans les mouvements européens cycliques ou de longue durée, la période de 1851 à 1873 étant nettement orientée vers la hausse.

Sans aller chercher si loin, nous possédons en tout cas un exemple détaillé de formation de prix qui présente un intérêt incontestable ; il donne un excellent résumé de divers facteurs qui ont joué dans un canton participant de loin à la révolution industrielle et à ses conséquences, heureuses ou défavorables : il s'agit du prix du lait qui, déjà à cette époque, inquiétait l'opinion publique. Profitant de l'instauration obligatoire du système métrique sur tout le territoire fédéral, les laitiers de Lausanne s'entendirent en effet pour vendre dès le premier novembre 1876 le lait froid à 18 centimes et le chaud (nous dirions probablement aujourd'hui lait *frais* ou peut-être *non écremé*), à 22 centimes le litre. Cela permettait de camoufler une hausse de 10 % à laquelle le bon public ne verrait rien puisqu'il passait de l'ancien « pot » au nouveau litre (égal à deux-tiers de pot). Ce « cartel » de prix avant la lettre pouvait même passer pour un promoteur du progrès, puisque la conversion en mesures décimales n'était pas obligatoire avant le premier janvier de l'année suivante. Devant les réclamations des consommateurs, les laitiers expliquèrent que les producteurs avaient augmenté leur prix de 4 à 5 centimes par pot (eux-mêmes se contentant de 3 centimes) ce qui incita un agriculteur à s'expliquer plus complètement ; c'est ses observations qui méritent un commentaire : les chiffres qu'il cite et ses calculs de rendement n'offrent pas une certitude totale et ne sont pas toujours très convaincants ; mais si, comme il l'affirme, il n'est pas producteur de lait, ses remarques offrent des garanties d'objectivité [1].

Les éléments de la formation des prix qu'il indique sont bien sûr, comme aujourd'hui, le fourrage, la paille des litières, l'intérêt du capital investi dans les bêtes, le personnel, l'allaitement des veaux, le transport et les frais divers. Or, dans toutes ces rubriques la situation se présente mal, pour des raisons temporaires ou permanentes. Il y a d'abord pénurie de fourrage depuis trois ans et c'est là l'un des motifs majeurs des hauts prix,

---

[1] *Gazette de Lausanne*, 26 et 27 octobre et 4 novembre 1876. L'article que nous étudions spécialement est signé D. S., habitant de la région nyonnaise apparemment.

car une vache excellente laitière produisant cinq pots de lait par jour consomme trente livres de foin à 5 centimes. Cela met déjà le pot à 30 centimes. Mais la raréfaction du fourrage n'a pas que des causes momentanées et menace plutôt de s'aggraver : la « population chevaline » augmente proportionnellement à la population humaine et enlève par conséquent toujours plus de foin aux vaches. On constate par exemple la multiplication des chevaux de fiacre à Lausanne ; on peut ajouter sans doute que l'agriculture, elle aussi, utilise plus de chevaux que par le passé. (Pourtant, nous dit la *Revue* du 23 avril 1879, une abondante production de fourrage en 1878 a fait accroître excessivement les quantités de lait et baisser les prix.)

Pour des raisons analogues sans doute, la paille a aussi renchéri et la vente du fumier et des jeunes veaux ne suffit plus à équilibrer le prix de la litière. L'un dans l'autre il faut compter un supplément d'un centime par pot.

L'achat du bétail pèse aussi plus lourd dans le coût de production, car on ne trouve plus de vaches à 300 fr. comme trente ans plus tôt. Il faut y consacrer 550 à 600 fr.. ce qui se répercute évidemment sur le prix du lait.

Quant au transport, il prend en tout cas une demi-journée, car le paysan livre à domicile en ville (ce qui, probablement, est loin d'être généralisé, puisqu'il existe des laitiers professionnels) ; s'il vend chaque jour cent pots, donc pour un troupeau de vingt vaches laitières au grand minimum, il doit ajouter deux centimes par pot ; ou quatre centimes pour une quantité de cinquante pots. Nous arrivons ainsi facilement au prix de 33 centimes payés par le Lausannois, après l'augmentation, pour le lait chaud [1].

Voilà pour la production ! Qu'en est-il de la consommation ? Notre observateur fait les constatations suivantes : il note d'abord « l'augmentation du bien-être, du luxe, de la gourmandise ». L'ouvrier ne se contente plus le matin de sa soupe de jadis, il lui faut son café au lait. Quant aux restaurants, ils offrent à foison les cornets à la crème, vacherins, « Montblanc » et glaces alléchantes. Même dans les villages, beurre et friandises s'achètent plus volontiers.

---

[1] Dans ce calcul, où est le bénéfice du paysan ? Sans doute dans le fait qu'il produit lui-même son foin. De toute façon, ces chiffres semblent approximatifs.

Dans le même sens de l'enrichissement des menus, la consommation de viande augmente. Or le veau a besoin de cinq à six cents pots de lait « dans sa première enfance » ; si le public veut manger plus de veau, qu'il accepte que le lait se raréfie, alors même que la viande vient souvent de plus loin que le lait !

Enfin la population lausannoise s'accroît rapidement. Elle n'a néanmoins pas encore réussi à étendre sa zone de ravitaillement et continue à se servir dans les environs immédiats de la ville où, fatalement, le lait fait prime [1].

Les conclusions qu'en tire l'observateur méritent aussi réflexion : il souhaite d'abord la « conspiration de la soupe », le boycott des laitiers par les ménagères qui remettraient « leurs hommes » au potage matinal, aussi sain que le café. On sait assez aujourd'hui combien les coalitions de consommateurs ont de la peine à se créer et à exercer une pression efficace sur les producteurs, surtout quand il faudrait faire un sacrifice touchant la qualité des aliments...

Plus efficace sans doute est le remède qu'il propose et qui tient compte des possibilités techniques nouvelles : parmi les lignes de chemin de fer qui se rassemblent à Lausanne, cinq proviennent de régions d'élevage, celles de Jougne, Yverdon, Echallens, Payerne et Fribourg. La concentration du lait dans quelque gare foraine, un vagon à lait ou, mieux encore, un char monté sur vagon (notre homme, aux idées modernes, envisage déjà le service « porte-à-porte » au moyen du rail et sans rupture de charge) et voilà Lausanne abondamment ravitaillée en lait, les laitiers ramenés à des prétentions plus modérées et les producteurs lointains enchantés d'écouler régulièrement leur production.

Enfin, l'organisation des achats devrait se faire en grand, beaucoup plus systématiquement que ne peut l'accomplir la « société de consommation ». Le correspondant de la *Gazette* dessine ici l'action postérieure de grands organismes tels que la Laiterie Agricole ou la Laiterie Coopérative.

---

[1] La « Société coopérative de consommation », qui se ravitaillait normalement à Cogeonnex, Cugy, Froideville, Villars-le-Terroir, dut s'adresser en outre en 1877 à Assens, Poliez-Pittet, Saint-Sulpice et Rolle. Cela n'allait pas sans risques : en 1878, la situation s'étant améliorée, les producteurs habituels fournirent 470 916 litres (431 500 en 1877), auxquels s'ajouta la production des nouveaux fournisseurs, liés par un contrat, apparemment forfaitaire (*Revue*, 23 avril 1879, compte rendu des opérations de la Société coopérative).

Quoi qu'il en soit, l'auteur n'osait escompter une baisse sensible des prix et conseillait philosophiquement aux consommateurs de s'habituer à payer toujours cher ce produit essentiel.

Ces observations révèlent l'importance de quelques facteurs qui ont contribué à la formation des prix ; leur rôle n'est pas propre à cette époque, mais ils jouent ici dans des circonstances peu favorables et agissent dans le sens d'un processus cumulatif au lieu de se neutraliser mutuellement ; c'est l'accroissement de la population, l'élévation du niveau de vie, les transports et l'organisation du marché. Sur les deux premiers points, il faut constater avec l'auteur de ces remarques que les faits favorisaient le renchérissement ; la population croissait rapidement, spécialement à Lausanne. Elle se nourrissait mieux, variait ses menus et, plus exigeante sur les qualités, se montrait prête à dépenser davantage pour des aliments plus choisis [1]. La raréfaction relative du lait, plus demandé, poussait nécessairement à la hausse.

Une meilleure utilisation des moyens modernes pouvait en revanche corriger, en tout cas partiellement, ces inconvénients. Or il semble bien que le canton de Vaud ne suivait pas le mouvement ; il est difficile de se prononcer sur les possibilités réelles d'organiser rationnellement le ramassage du lait à cette époque. En revanche il semble qu'on ne savait pas utiliser intelligemment les trains pour un ravitaillement rapide à grande distance d'un article périssable de consommation courante, comme on le faisait déjà à Paris (que notre auteur cite en modèle). A perpétuer le charroyage du lait, on poussait toujours plus à la hausse à mesure que l'on devait étendre le rayon de ravitaillement ; ou bien l'on arrivait à une impasse dont le résultat sur les prix serait le même. Il convient bien sûr d'éviter les généralisations hâtives, mais on peut se demander s'il n'y a pas dans ce manque d'imagination créatrice l'un des signes de l'inaptitude des Vaudois à s'assimiler les techniques modernes importées. Ils avaient subi passivement la première révolution industrielle et ne savaient pas en tirer tout le fruit [2].

---

[1] Il faudrait faire pour cette époque l'étude que M. PELET a consacrée pour le début du siècle à la gamme des produits offerts dans les magasins ainsi qu'à leur origine (*op. cit.*, pp. 116 sq.). On verrait sans doute des différences importantes de niveau de vie entre l'époque qui précéda et celle qui suivit l'établissement des chemins de fer.

[2] Voir notre article : « L'esprit d'entreprise dans le canton de Vaud au milieu du XIXe siècle » (*Revue suisse d'histoire*, 1961, pp. 523 sq.).

On pourrait aussi relever l'incapacité de notre homme, pourtant ami du progrès, à envisager le remède moderne par excellence : l'accroissement du rendement. Restons prudent dans la critique : paysan, il devinait peut-être que ce genre d'amélioration se fait plus facilement dans l'industrie que dans l'agriculture. Certes il ne cite qu'avec méfiance l'affouragement du bétail autrement qu'en foin, mais peut-on le lui reprocher ? D'autre part, les incontestables progrès de l'agriculture échappaient probablement plus à l'observation que ceux des techniques mécaniques ou chimiques infiniment plus rapides et plus spectaculaires.

André Lasserre.